

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

2017



## REMERCIEMENTS

Le présent rapport d'activité est un reflet partiel des nombreux services et projets conduits ou mis en place par notre réseau, nos adhérents et notre Secrétariat aux quatre coins du monde en 2017. Des activités et prestations tournées vers les communautés qui en ont le plus besoin, pensées pour et par ces dernières, qui ne pourraient tout simplement pas voir le jour sans l'engagement inconditionnel de milliers de militants-es et volontaires portant quotidiennement les combats et valeurs de Coalition PLUS sur le terrain. A ces alliés-es de tous les jours et compagnons-es de route, nous tenons à adresser nos plus chaleureux remerciements.

En 2017, Coalition PLUS a été financée dans une très large mesure par les dons privés, ainsi que par notre membre français AIDES, ce qui nous permet de revendiquer une certaine indépendance dans la poursuite de nos activités. Toutefois, outre les ressources indispensables provenant des programmes de collecte de dons que nous menons dans différents pays, notre coalition a pu compter sur le précieux soutien de bailleurs de fonds, contribuant ponctuellement ou durablement au financement de nos programmes. A ces partenaires et donateurs, privés ou institutionnels, nous tenons à exprimer notre plus sincère reconnaissance. Les idéaux que nous défendons n'ont de valeur que parce que vous les partagez avec nous. Merci.



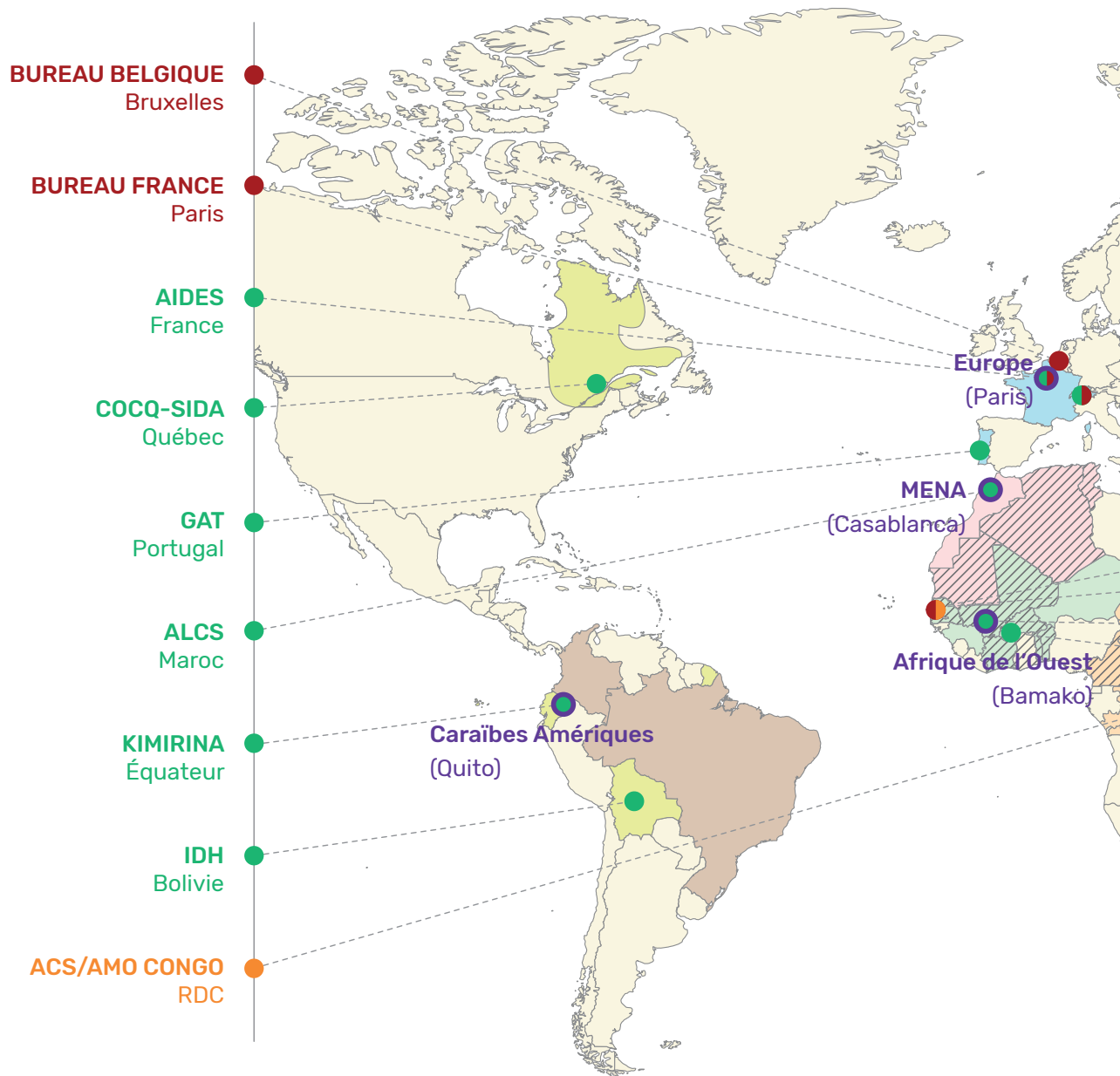
Coalition PLUS est labellisée « Don en confiance » par le Comité de la Charte. À ce titre, elle respecte les règles de la Charte sur le don en confiance en matière de transparence financière et de bonne gestion des dons.

## SOMMAIRE

	<b>Rabat</b>
<b>NOTRE RÉSEAU EN 2017</b>	
<b>COALITION PLUS</b>	<b>03</b>
<b>MOT DE LA PRÉSIDENTE</b>	<b>04</b>
<b>VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>05</b>
Assemblée générale 2017	05
Journée de réflexion sur le financement de la lutte contre le VIH/sida	05
<b>DIRECTION DES RÉSEAUX</b>	<b>06</b>
Création de la Direction des Réseaux	06
Europe	06
Amériques-Caraïbes	07
Afrique	07
Projet « Accès à des services de santé de qualité pour les populations-clés »	08
Réseaux thématiques	10
<b>PLAIDOYER</b>	<b>12</b>
Mobilisation pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale	12
Plaidoyer décentralisé : focus sur le Burundi	13
Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial 2019 : plaidoyer pour un accueil par la France	14
Accès au traitement VIH/VHC	15
<b>RECHERCHE COMMUNAUTAIRE</b>	<b>16</b>
Création de la Direction Recherche Communautaire	16
Valorisation des résultats de l'enquête « Flash ! PrEP in Europe »	16
Lancement du projet COHMSM PrEP	17
<b>MOBILISATION</b>	<b>18</b>
IAS 2017	18
Accès au traitement de l'hépatite C	19
ICASA 2017	20
<b>GESTION FINANCIÈRE</b>	<b>21</b>
Un guide pour renforcer les associations communautaires	21
<b>RAPPORT FINANCIER DU SECRÉTARIAT</b>	<b>22</b>
Résumé	22
Charges et produits	23
Commentaires sur le bilan 2017	23
Bilan actif	24
Bilan passif	25
Compte de résultat 1/2	26
Compte de résultat 2/2	27
Emplois	28
Evolution des emplois	28
Ressources	29
Evolution des ressources	29
<b>DEVENIR DONATEUR</b>	<b>30</b>
Agissons ensemble : vos dons font nos actions !	30

# NOTRE RÉSEAU

EN 2017



● Membres

● Observateurs

● Bureaux

○ Plateformes

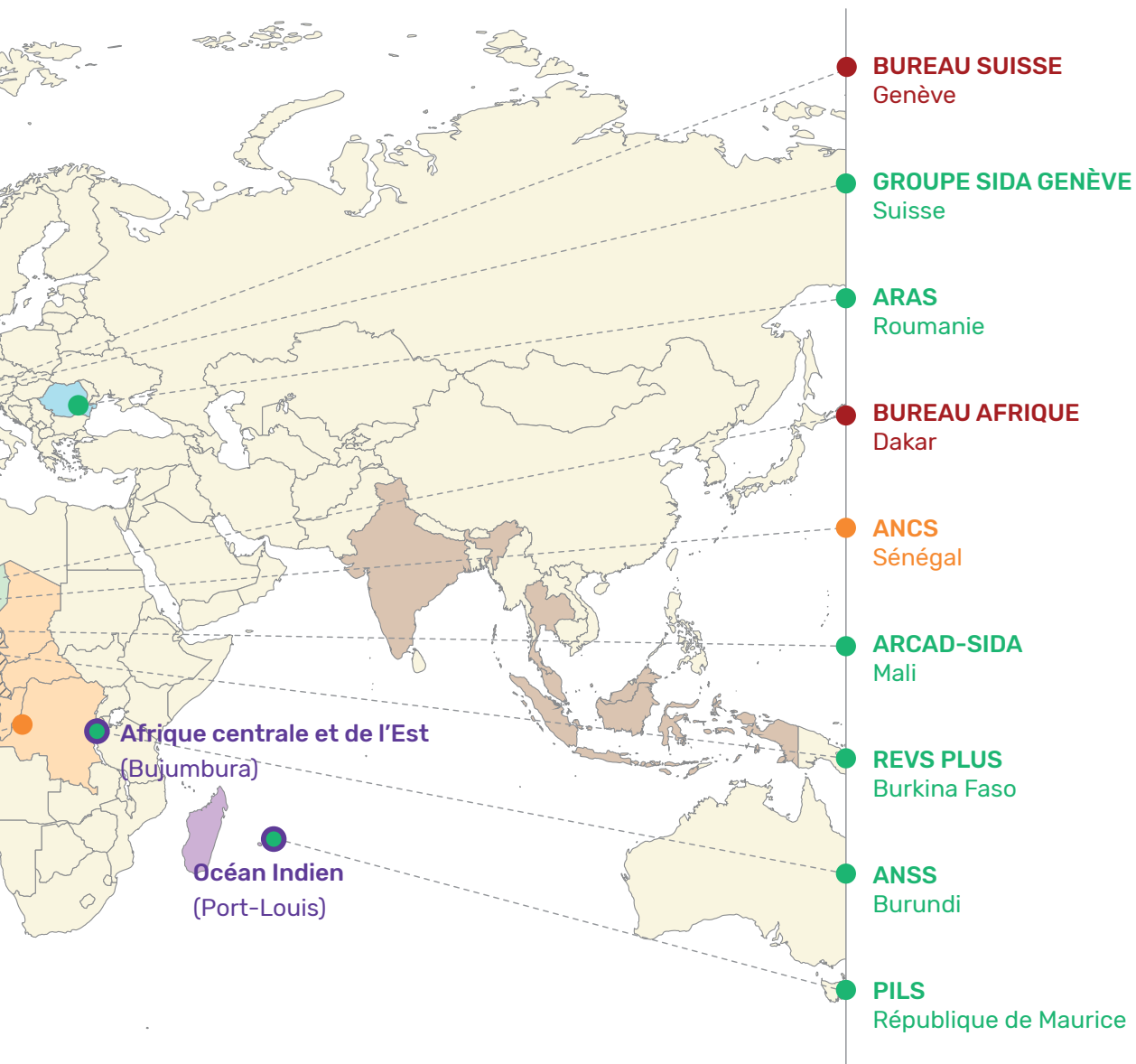
■ Projets VHC

▨ Membres d'Alliance Globale des Communautés pour la Santé et les droits (AGCS)

■ Plateforme Europe  
(France, Portugal, Roumanie, Suisse)

■ Plateforme MENA  
(Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie)

■ Plateforme Afrique de l'Ouest  
(Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Mali, Niger, Sénégal, Togo)



**Plateforme Afrique centrale et de l'Est**  
 (Burundi, Cameroun, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Rwanda, Tchad)

**Plateforme Océan Indien**  
 (Union des Comores, Madagascar, République de Maurice, Mayotte, La Réunion, Rodrigues, Seychelles)

**Plateforme Caraïbes Amériques**  
 (Équateur, Bolivie, Québec, Guyane française, Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin)

## **UN RÉSEAU FORT À L'INTERNATIONAL POUR QUE PERSONNE NE SOIT OUBLIÉ**

Union internationale d'ONG communautaires de lutte contre le sida et les hépatites virales fondée en 2008, Coalition PLUS intervient aujourd'hui dans près de 40 pays et auprès d'une centaine d'organisations de la société civile. Suivant le principe de gouvernance partagée qui la régit, notre union implique 14 organisations adhérentes, du Nord et du Sud, dans la prise de décision stratégique. A travers les différents programmes de son Secrétariat et ses 6 plateformes sous-régionales d'interventions, elle a pour objectif de renforcer les capacités des associations communautaires, tout en organisant des espaces privilégiés de partage de connaissances et d'expertise.

## **UN MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE POUR METTRE FIN AU SIDA**

“Rien pour nous, sans nous !” Ce principe-clé de la démarche communautaire guide l'action de nos associations membres depuis leur création, nourrit le positionnement politique de Coalition PLUS et irrigue notre fonctionnement à tous les niveaux. Ainsi, nous militons pour que les personnes infectées, affectées ou particulièrement vulnérables au VIH et au VHC soient systématiquement associées aux processus de décision, ainsi qu'à la conception et à la mise en œuvre opérationnelle des programmes de santé qui les concernent. Placer ces personnes au cœur de la lutte, reconnaître leur expertise communautaire à sa juste valeur, c'est non seulement pouvoir compter sur leur responsabilisation accrue, mais également gagner en légitimité, tout en accroissant l'efficacité des actions engagées.

## MOT DE LA PRÉSIDENTE



Professeure de médecine, ancienne cheffe d'un service hospitalier, Hakima Himmich a joué un rôle de pionnière et de leader en matière de lutte contre le sida, aussi bien au Maroc et en France qu'au sein des plus hautes instances internationales. Son expertise technique reconnue et son activisme pour la défense des droits des personnes vivant avec le VIH lui ont notamment valu d'être distinguée par les ordres du Ouissam alaouite et de la Légion d'honneur de la République française. Présidente fondatrice de l'Association de lutte contre le sida (ALCS), membre marocain de Coalition PLUS, elle a entamé en 2016 son troisième mandat à la tête de notre coalition.

Après une année 2016 marquée par un retour en force des conservatismes, l'année 2017 s'annonçait incertaine et pleine de défis. Si les élections en France et en Allemagne ont créé de nouvelles opportunités pour continuer à sensibiliser les décideurs-ses à la lutte contre le sida, les associations demeurent vigilantes face aux injustices, notamment en matière migratoire. Par ailleurs, la crise qui a éclaté au Venezuela et celle qui se prolonge au Burundi suscitent toujours l'inquiétude, en particulier pour les personnes vivant avec le VIH et les populations les plus exposées. Ces situations, qui impactent tous-tes les civils-es, représentent en effet des menaces importantes pour la continuité de la prévention et des soins. Surtout, à l'approche des objectifs 90-90-90-0 de l'ONUSIDA, les moyens mis en œuvre par les pays du Nord, comme du Sud, restent en-deçà des ambitions affichées.

Dans ce moment décisif, Coalition PLUS, ses membres, partenaires et alliés restent mobilisés contre le VIH/sida. Forts de plusieurs décennies de lutte, nous savons que les communautés possèdent l'expertise et les connaissances nécessaires pour toucher les personnes les plus vulnérables à l'épidémie. Grâce à elles, la recherche avance et les gouvernements n'ont d'autre choix que de faire face à leurs responsabilités. Cette année encore, notre mouvement a su se faire entendre, de Paris à Abidjan, en passant par Sao Paulo. Petit à petit, l'approche communautaire gagne la reconnaissance des principaux acteurs de la lutte mondiale contre le sida et les hépatites, en particulier l'ONU.

À l'aube de ses dix ans d'existence, Coalition PLUS continue d'imaginer et de proposer des solutions innovantes au plus près des besoins des populations-clés : ainsi, nous avons initié l'introduction de la PrEP (prophylaxie pré-exposition) en Afrique de l'Ouest, avec le concours d'accompagnateurs communautaires. Par ailleurs, nous œuvrons à l'*empowerment* des sociétés civiles sur 3 continents, à travers un dispositif de Plateformes qui favorise les échanges et la mutualisation de bonnes pratiques à une échelle régionale. Enfin, à travers l'édition du guide de capitalisation « Devenir récipiendaire principal du Fonds mondial », nous avons réalisé l'alliance de la gestion financière et du plaidoyer : l'excellence dans le premier domaine est en effet clé pour permettre aux associations communautaires d'être légitimes et crédibles dans le second, et vient ainsi renforcer leur positionnement stratégique dans la lutte contre le VIH/sida.

Ces succès, nous les devons notamment à tous nos soutiens, donateurs-rices, bailleurs, partenaires, alliés, que je tiens ici à remercier très sincèrement. Mais ils sont aussi le résultat du travail acharné de la direction générale et des équipes de Coalition PLUS, réparties dans plusieurs pays : je voudrais les assurer de ma profonde reconnaissance. Enfin, j'adresse mes amitiés solidaires à nos activistes, dont la passion et l'énergie nous inspirent tous-tes.

L'année 2018 marquera la 10<sup>e</sup> année d'existence de Coalition PLUS : une opportunité pour nous, non pas de célébrer les 10 années écoulées, tant il est vrai que la perspective d'un monde sans sida est encore lointaine et que les combats à mener pour y parvenir sont nombreux, mais de préparer les années à venir, afin de porter toujours plus efficacement notre combat commun contre le VIH/sida, en particulier pour que les plus vulnérables d'entre nous, au Sud comme au Nord, ne soient pas oubliés-es. Ensemble, nous restons plus que jamais mobilisé-es et engagé-es pour construire un monde sans sida, ni hépatites virales.

**H. Himmich**

Présidente de Coalition PLUS

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

2017

Les principes d'égalité entre associations membres et de décentralisation des activités, chers à Coalition PLUS, expliquent que les réunions de son Conseil d'administration (CA), de même que ses Assemblées générales (AG), soient organisées de manière

successive dans les différents pays dans lesquels notre union est représentée. Ainsi, en 2017, c'est l'association Kimirina en Equateur qui a co-organisé notre AG annuelle. Un grand merci à nos collègues équatoriens-nes pour leur accueil chaleureux !



## JOURNÉE DE RÉFLEXION SUR LE FINANCEMENT

DE LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

En marge de l'Assemblée générale de Quito, les membres du Conseil d'administration de Coalition PLUS se sont réunis afin de réfléchir collectivement aux enjeux financiers actuels de la lutte mondiale contre le VIH/sida.

En effet, les financements internationaux stagnent, voire diminuent, alors même que 7 milliards de dollars US manquent chaque année pour atteindre les objectifs fixés par la communauté internationale afin de faire barrage à l'épidémie. Par ailleurs, l'inéligibilité des pays à revenu intermédiaire au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pose question, au regard des conséquences parfois dramatiques que cette exclusion engendre sur la soutenabilité des programmes indispensables de prévention et de prise en charge des personnes séropositives qu'ils ont efficacement mis en place.

Coalition PLUS possède les atouts nécessaires pour répondre à ces défis : la solidarité entre ses membres permet de partager l'expertise technique des uns et des autres en collecte de fonds, mais aussi de mutualiser le risque économique et financier indispensable à l'investissement. Ainsi, notre union se réinvente et innove sans cesse pour garantir et diversifier ses ressources : une démarche vitale pour assurer la qualité et la durabilité de nos interventions auprès des plus vulnérables.

CRÉATION

DE LA DIRECTION DES RÉSEAUX



Afin de poursuivre la structuration des sociétés civiles dans la lutte contre le VIH/sida et promouvoir son développement, Coalition PLUS a créé en 2017 une Direction des Réseaux, portée par Aliou Sylla, Directeur de Coalition PLUS Afrique, basé à Dakar (Sénégal). Aujourd'hui, cette direction rassemble et anime les partenariats existants, notamment les 6 Plateformes sous-régionales de Coalition PLUS, sur le continent africain, mais aussi en Europe et aux Amériques. Elle a vocation à promouvoir la démarche communautaire, en consolidant notamment les liens entre les associations concernées, selon 3 axes : géographique, thématique et linguistique. En parallèle, la Direction des Réseaux a pour objectif de mobiliser les ressources financières nécessaires à l'atteinte des objectifs 90-90-90-0 de l'ONUSIDA.

EUROPE

UNE PLATEFORME DE PLUS EN PLUS ACTIVE

AU NIVEAU RÉGIONAL

Depuis 2014, AIDES (France), ARAS (Roumanie), GAT (Portugal) et le Groupe sida Genève (Suisse), membres européens de Coalition PLUS, agissent ensemble pour l'accès aux traitements et la défense des droits fondamentaux des plus vulnérables à

l'épidémie au sein de la Plateforme Europe. Coordonnée et financée par AIDES, la Plateforme Europe est également active dans le domaine de la recherche communautaire.

RÉALISATIONS 2017

**Accès universel à l'innovation thérapeutique et prix des médicaments VIH et VHC :** état des lieux des connaissances et des besoins pour la mobilisation

**Recherche communautaire :** valorisation des résultats de l'enquête « Flash ! PrEP in Europe », menée en 2016, lors de conférences internationales et nationales (cf. p.16)

**Politique des drogues :** partage de positions communes auprès de la Commission européenne



## AMÉRIQUES - CARAÏBES

### UNE NOUVELLE PLATEFORME

#### EN COURS DE STRUCTURATION

Suite à une réflexion initiée en 2016, les membres américains et caribéens de Coalition PLUS ont décidé d'un rapprochement au sein d'une Plateforme régionale spécifique. Aujourd'hui en cours de structuration, cette Plateforme Amériques-Ca-

raïbes réunit 4 membres de l'union : la COCQ-SIDA (Québec), AIDES (Martinique, Guadeloupe, Guyane française et Saint-Martin), Kimirina (Equateur) et IDH (Bolivie). Elle est coordonnée par Kimirina.

## AFRIQUE

### DES PLATEFORMES EN PLEINE ÉVOLUTION

En 2014, avec l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD) et de l'association AIDES, membre français de Coalition PLUS, 4 Plateformes sous-régionales de renforcement des capacités de la société civile ont vu le jour au Maghreb, en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et de l'Est et dans l'Océan Indien. Intégrées à la Direction des Réseaux de Coalition PLUS depuis 2017, elles sont coordonnées respectivement par l'ALCS, ARCAD-SIDA, l'ANSS et PILS, organisations membres de la coalition référentes dans ces régions. Ces Plateformes visent

à fournir un appui technique aux associations communautaires de lutte contre le VIH/sida, en matière de dépistage, prise en charge et services aux populations-clés, mais aussi en termes de structuration associative (gestion financière, mobilisation des ressources, suivi-évaluation). Aujourd'hui, elles appuient plus de 50 associations de lutte contre le sida réparties dans 23 pays africains et sont amenées à évoluer dans le champ de la recherche communautaire et du plaidoyer.



## PROJET : « ACCÈS À DES SERVICES DE QUALITÉ

### POUR LES POPULATIONS-CLÉS »



Lancé en 2017 avec le soutien financier de l'Initiative 5% / Expertise France, le projet « Accès à des services de santé de qualité pour les populations clés » répond à la nécessité d'orienter les efforts de la lutte contre le sida vers les communautés les plus exposées. En effet, en raison du stigma et des discriminations sociales, voire de la pénalisation, l'accès à la prévention combinée et à des services de santé adaptés n'est pas optimal pour ces populations, alimentant une « épidémie cachée ». Or, les associations communautaires ont développé des réponses originales, qui ont démontré des résultats probants à même d'impacter durablement la dynamique de l'épidémie.

Basé sur la stratégie du *test, treat and retain* (dépister, traiter et maintenir dans le soin), et en adéquation avec les stratégies nationales et les financements du Fonds mondial, ce projet a pour ambition d'augmenter le volume et la qualité de l'offre de service en direction des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH), des travailleurs-ses du sexe (TS) et des usagers-ères de drogues injectables (UDI).

Concrètement, il vise à :

- créer ou renforcer des dispositifs de **dépistage communautaire** fixes ou mobiles ;
- créer ou renforcer des dispositifs de **santé sexuelle** adaptés ;
- renforcer des dispositifs de **maintien dans le soin** et de **soutien psychosocial** ;
- diffuser les **nouvelles stratégies de prévention** telles que la prophylaxie pré-exposition (PrEP).

Porté par notre coalition en partenariat avec l'ALCS, ARCAD-SIDA Mali et PILS, ce projet est mis en œuvre au sein de 3 Plateformes de Coalition PLUS au Maghreb, en Afrique de l'Ouest et dans l'Océan Indien et se déploie ainsi auprès de 20 associations communautaires dans 10 pays.



L'Initiative 5%, lancée en 2011, est la 2<sup>e</sup> modalité de la contribution française au Fonds mondial. Elle apporte une assistance technique à plus de 50 pays, notamment francophones, afin de les appuyer dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes du Fonds mondial. Ce dispositif est piloté par

le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et est mis en place par une équipe dédiée, au sein du département santé d'Expertise France. 3 Plateformes africaines de Coalition PLUS mettent en œuvre le projet « Accès à des services de santé de qualité des populations clés » financé par Initiative 5%. Le Canal 2 de l'Initiative 5%, vise en effet à soutenir des projets sur le long terme répondant à des besoins programmatiques ou à des problèmes structurels des pays bénéficiaires du Fonds Mondial.

Pour en savoir plus :  
[www.initiative5pour100.fr](http://www.initiative5pour100.fr)

## RÉSULTATS : DÉPISTAGE

Malgré des contextes légaux qui n'autorisent pas toujours le dépistage démedicalisé, les premiers résultats obtenus montrent l'efficacité des activités déployées dans le cadre du projet sur l'ensemble des 3 Plateformes concernées :



### 164 ACTEURS DE TERRAIN FORMÉS

au dépistage communautaire démedicalisé



**Djibril Sy,**  
Président de  
SOS Pairs-Educateurs  
(Mauritanie)

“ La formation au dépistage communautaire démedicalisé assurée par la Plateforme Coalition PLUS MENA auprès de SOS Pairs Educateur n'a pas simplement marqué une évolution dans notre association. Avant, nous ne proposons le dépistage que lors de campagnes ponctuelles, à raison d'une par an seulement, et uniquement par prélèvement sanguin assuré par un médecin. Comme nous remettons le résultat plusieurs jours après le test, la plupart des personnes dépistées ne venaient pas le chercher. Aujourd'hui, les 25 personnes formées sont en mesure de dépister au local de l'association, comme à l'extérieur, et même à domicile ! Nous, représentants de la société civile, sommes prêts pour mettre fin au sida ! Mais nous manquons encore de moyens financiers pour concrétiser le déploiement du dépistage en stratégie avancée et ciblée ».



### PLUS DE 8000 TESTS DE DÉPISTAGE EFFECTUÉS



**Ando,**  
ASM  
(Madagascar)

“ Si le dépistage démedicalisé est désormais une réalité à Madagascar, c'est en partie grâce aux interventions de la Plateforme Océan Indien de Coalition PLUS sur ce sujet. Il s'agit d'une grande avancée pour le pays, compte tenu des enjeux importants en matière de dépistage sur la Grande Île ».

## RÉSULTATS : DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE SANTÉ SEXUELLE

Pour pouvoir mieux atteindre les populations-clés, ARCAD-SIDA, association porteuse de la Plateforme Afrique de l'Ouest de Coalition PLUS (PFAO), a mis en place en 2010 la Clinique des Halles, une structure nocturne de santé sexuelle. Aujourd'hui, celle-ci fait figure d'exemple en Afrique de l'Ouest et au-delà : dans le cadre des activités de la PFAO, la Clinique accueille régulièrement des stages, afin de renforcer les capacités des associations communautaires en santé sexuelle.

A travers ce dispositif, l'ANSS a pu bénéficier de l'expertise pionnière d'ARCAD-SIDA : ce transfert de compétences lui permet aujourd'hui de développer une offre de santé sexuelle spécifique, incluant le dépistage des lésions pré-cancéreuses du col de l'utérus, pour les personnes vivant avec le VIH (PVVIH) dans 7 provinces au Burundi. Au total, grâce aux différents stages réalisés, 15 associations dans 11 pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale ont pu renforcer leurs connaissances et compétences en matière de santé sexuelle et prise en charge des populations-clés.

RÉSEAUX THÉMATIQUES : RATTACHEMENT DE

L'ALLIANCE GLOBALE DES COMMUNAUTÉS POUR LA SANTÉ

ET LES DROITS (AGCS) À COALITION PLUS AFRIQUE



Créé en 2007 avec le soutien de AIDES, AGCS est un réseau francophone panafricain de défense des droits des gays et autres hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH). Il couvre 10 pays et mobilise 19 associations identitaires LGBT et de lutte contre le sida en Afrique francophone. Depuis 2016, la gestion financière et le soutien méthodologique au réseau sont rattachés au bureau de Coalition PLUS à Dakar : ce portage s'inscrit dans la volonté de développer et renforcer des réseaux thématiques au sein de notre coalition (cf. p. 6).

Dans un contexte où la stigmatisation, les discriminations, voire la répression des HSH sont fortes, les associations communautaires membres d'AGCS ont développé des réponses originales ayant démontré leur efficacité. En effet, la force de ces organisations réside dans leur capacité à mobiliser et impliquer les personnes concernées, mais aussi d'établir avec elles une relation de confiance qui favorise l'adhésion aux soins.

Pour atteindre les objectifs définis par la communauté internationale, AGCS a pour objectif d'augmenter le volume et la qualité de l'offre de ses services, tant sur le plan de la prévention que de la prise en charge, en direction des HSH.

Cela passe par exemple par :

- la promotion et le renforcement du dépistage communautaire démedicalisé,
- le développement d'une offre de santé sexuelle adaptée,
- la mise en place de dispositifs de maintien dans le soin et de soutien psychosocial,
- la diffusion de nouvelles stratégies de prévention, telles que la prophylaxie pré-exposition (PrEP)



**Yves Yomb,**  
coordonnateur  
d'AGCS

“ Les homosexuels ont peur de sortir de chez eux parce qu'il y a de la discrimination dans les structures sanitaires. Des médecins disent : "Je ne touche pas à un homosexuel, ma religion me l'interdit !" Les homosexuels séropositifs préfèrent mourir chez eux que d'aller dans ces services-là ! ».

AGCS, c'est :

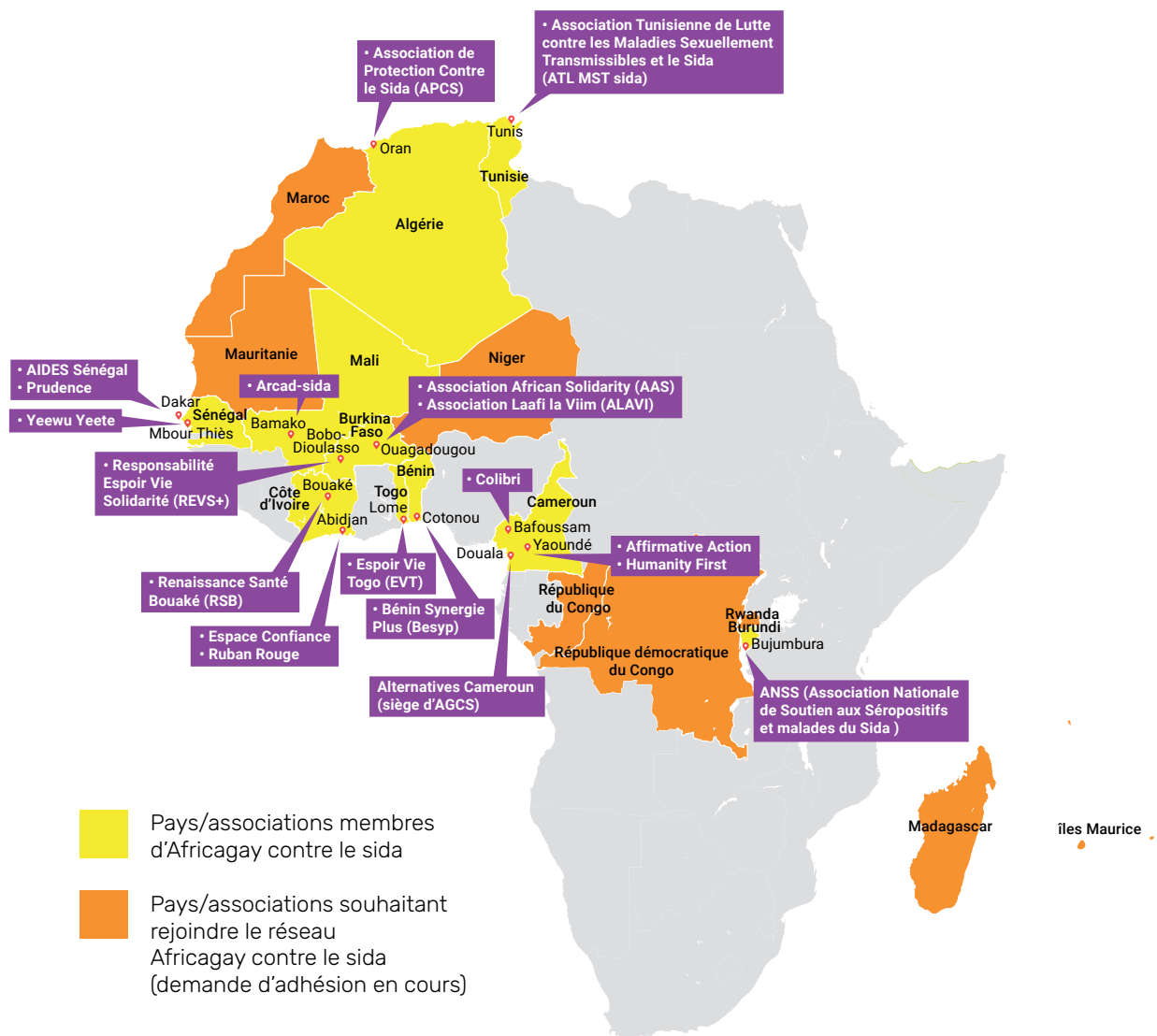
- 14 personnes ressources
- 400 acteurs-clés (policiers, juristes, soignants-es, etc.) formés depuis 2015 au Burkina Faso, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Burundi et au Cameroun
- 10 000 HSH touchés chaque année

La volonté de changement et le plaidoyer sont au cœur des actions d'AGCS pour mettre fin au sida : depuis 2008, le réseau a construit une expertise dans l'animation d'ateliers pour changer les représentations face aux HSH et au VIH/sida. Initialement destinés aux ONG de prise en charge VIH, ces temps de sensibilisation sont aujourd'hui déployés vers d'autres cibles, comme les professions intermédiaires (police, médias, justice, personnels soignants, etc.). AGCS porte depuis son origine un plaidoyer constant pour l'accès aux droits et à la santé des HSH lors des événements internationaux et dénonce inlassablement les violations des droits des personnes LGBTI.



**Jeanne Gapiya,** présidente de l'ANSS, ex-porte-parole du réseau AGCS et administratrice de Coalition PLUS

*Je suis une femme séropositive, une épouse, une mère et une chrétienne pratiquante, mais je me battrais pour les droits des homosexuels, car je sais ce qu'est la discrimination, la stigmatisation. Je n'ai pas honte de me battre publiquement au côté des homosexuels car je reste constante dans ma lutte qui, à la fin, est tout simplement la lutte contre ce fléau qu'est le sida ».*



**MOBILISATION POUR**

**L'AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE :**

**COALITION PLUS EN PREMIÈRE LIGNE**

Sous la coordination de notre bureau Coalition PLUS Afrique basé à Dakar et des Plateformes de Coalition PLUS en Afrique de l'Ouest (PFAO) et en Afrique centrale et de l'Est (PACE), les associations membres et partenaires de Coalition PLUS participent directement à l'accélération de la riposte au VIH en Afrique de l'Ouest et centrale, à travers un plaidoyer spécifique.

En effet, en Afrique centrale, comme en Afrique de l'Ouest, l'accès au traitement de l'infection à VIH reste aujourd'hui très limité. Pour accélérer la riposte dans ces deux sous-régions, la communauté internationale a appelé en 2016 à mettre en œuvre un plan dit « de rattrapage ».

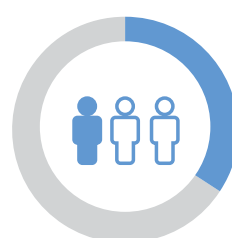
Malgré les engagements pris, la crainte subsistait que ce plan d'urgence reste une coquille vide. En 2017, Coalition PLUS n'a donc pas ménagé ses efforts pour mobiliser les acteurs associatifs, mais aussi la communauté scientifique et les bailleurs, afin d'accélérer le mouvement. Ainsi, notre coalition a par exemple publié une tribune dans *Le Monde*, appelant à soutenir des approches innovantes, telles que la démedicalisation, mais aussi à augmenter les financements consacrés à la lutte mondiale contre le sida. Soutenu par une trentaine d'associations partenaires, ce cri d'alarme a été entendu par l'ONUSIDA, qui a nommé Coalition PLUS conseiller spécial sur le plan d'urgence. L'objectif est désormais de garantir la participation des communautés à la mise en œuvre de cette stratégie qui les concerne en premier lieu.

**L'ÉPIDÉMIE DE VIH/SIDA EN AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE**

(estimations ONUSIDA 2016)



**MOINS D'UNE PERSONNE VIVANT AVEC LE VIH SUR 2 CONNAÎT SON STATUT SÉROLOGIQUE (42,6%)**



**SEULE 1 PERSONNE SÉROPOSITIVE SUR 3 SUIT UN TRAITEMENT ANTIRÉTROVIRAL (34,4%)**



**L'AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE REPRÉSENTE PRÈS DU TERS DES DÉCÈS LIÉS AU SIDA DANS LE MONDE**

## PLAIDOYER DÉCENTRALISÉ :

### FOCUS SUR LE BURUNDI

Depuis 2014, avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD), Coalition PLUS construit et renforce une équipe de plaidoyer internationale, décentralisée dans son bureau à Dakar et au sein de 4 de ses associations membres au Burundi (ANSS), au Mali (ARCAD-SIDA), au Maroc (ALCS) et en République de Maurice (PILS).

Au Burundi en particulier, ces efforts se sont révélés payants, malgré un contexte de crise. Grâce à la plaidoyer décentralisée (voir témoignage ci-dessous), des réunions régulières entre structures communautaires ont été organisées et animées par l'ANSS. Ceci a renforcé la crédibilité des associations auprès du Fonds mondial et de l'ensemble des partenaires. Ainsi, l'ANSS est aujourd'hui considérée comme l'interlocutrice incontournable des autorités nationales et des bailleurs internationaux en matière de lutte contre le VIH/sida dans le pays ; elle est aussi reconnue pour ses capacités de mobilisation de la société civile. Inestimable, cette expertise fera l'objet d'une capitalisation au niveau régional dans le cadre des activités de la Plateforme Afrique centrale et de l'Est (PACE) de Coalition PLUS, également pilotée par l'ANSS.



**Martine Kabugubugu,**  
chargée de Plaidoyer pour  
l'ANSS et Coalition PLUS

“ Le plaidoyer mené au niveau national n'a pas seulement permis de consolider la position de l'ANSS en tant que leader associatif ; l'objectif est avant tout de faire avancer la lutte contre le sida dans l'intérêt de toutes et tous dans le pays. Parmi les chantiers de l'année 2017, nous avons mené avec succès le dialogue avec le Fonds mondial, mais aussi œuvré à la reconnaissance du travail communautaire. Nous avons également initié des réunions régulières avec la société civile, ce qui a permis de renforcer la collaboration et la cohésion entre les associations communautaires ainsi que leur appropriation des programmes nationaux de lutte contre le VIH/sida. Petit à petit, nous nous efforçons de renforcer la confiance entre les parties prenantes, un point essentiel pour mettre fin à l'épidémie ».

Au Burundi, Coalition PLUS et l'ANSS se mobilisent, entre autres, pour :

- Défendre les droits des populations-clés ;
- Surveiller la disponibilité des antirétroviraux (ARV) ;
- Améliorer la gouvernance de la réponse à l'épidémie ;
- Promouvoir le rôle des communautés dans l'élaboration des politiques publiques de lutte contre le VIH ;
- Renforcer les associations communautaires actives dans la lutte contre le sida au Burundi.



Institution financière publique et solidaire, l'AFD est l'acteur central de la politique de développement de la France. Elle s'engage sur des projets qui améliorent concrètement le quotidien des populations, dans les pays en développement, émergents et l'Outre-mer.

Intervenant dans de nombreux secteurs – énergie, santé, biodiversité, eau, numérique, formation –, l'AFD accompagne la transition vers un monde plus sûr, plus juste et plus durable, un monde en commun. Son action s'inscrit pleinement dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD).

Présente dans 109 pays via un réseau de 85 agences, l'AFD accompagne aujourd'hui plus de 3500 projets de développement. En 2017, elle a engagé 10,4 milliards d'euros au financement de ces projets.

Pour en savoir plus sur l'Agence française de développement (AFD) : [www.afd.fr](http://www.afd.fr)

CONFÉRENCE DE RECONSTITUTION

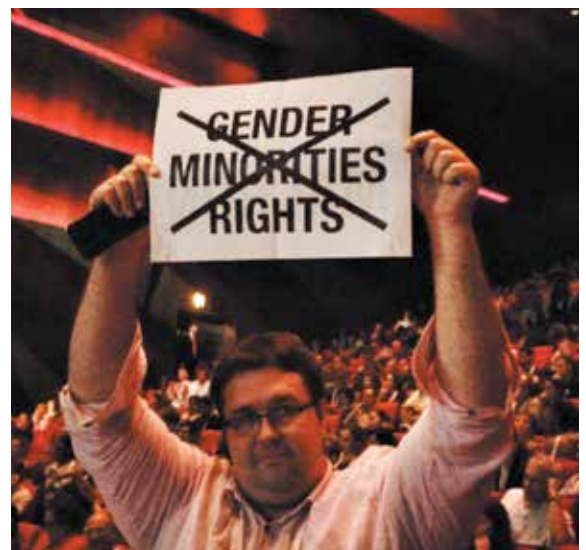
DES RESSOURCES DU FONDS MONDIAL 2019 :

PLAIDOYER POUR UN ACCUEIL PAR LA FRANCE



Année électorale en France, 2017 a été l'opportunité pour Coalition PLUS et son membre français AIDES de sensibiliser la nouvelle équipe présidentielle et gouvernementale aux enjeux de la lutte mondiale contre le sida. Dès l'élection du nouveau Président français Emmanuel Macron, AIDES et Coalition PLUS lui ont demandé d'accueillir la 6<sup>e</sup> Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, prévue en 2019, pendant la présidence française du G7. Bien qu'elle soit à l'initiative de la création du Fonds mondial en 2001 par le G7 et qu'elle en soit le deuxième contributeur historique, la France n'a encore jamais accueilli ce sommet.

En juillet, AIDES et Coalition PLUS ont dénoncé l'absence surprise du Président français en plénière d'ouverture de la conférence de l'International AIDS Society (IAS) à Paris. Emmanuel Macron a répondu à cet appel, en indiquant dans une rencontre à l'Élysée avec les leaders scientifiques et responsables associatifs de la lutte contre le sida, dont Aurélien Beaucamp, Président de AIDES et administrateur de Coalition PLUS, qu'il était ouvert à accueillir cette conférence cruciale. Un intérêt confirmé en mai 2018 par une annonce officielle.





## ACCÈS AU TRAITEMENT VIH/VHC :

## VICTOIRES MAJEURES

## POUR LES PARTENAIRES DE COALITION PLUS



Depuis 2015, avec le soutien d'Unitaid, Coalition PLUS agit pour promouvoir l'accès universel au traitement contre le virus de l'hépatite C (VHC), en particulier pour les personnes vivant avec le VIH et les usagers-ères de drogues.

L'année 2017 a vu des progrès significatifs dans la lutte mondiale contre l'hépatite C, qui implique aujourd'hui davantage d'acteurs : de nouveaux médicaments anti-VHC sont disponibles et recommandés par l'OMS et les Etats ont commencé à mettre en place la première stratégie mondiale de lutte contre les hépatites virales. De son côté, Coalition PLUS a intégré deux nouveaux pays d'intervention dans le projet, le Brésil et l'Inde, ainsi qu'un nouveau partenaire en Thaïlande, l'association TREAT Asia, filiale asiatique de l'American Foundation for AIDS Research (AmFAR).

2017 a surtout marqué l'aboutissement de plus de deux ans de plaidoyer, renforcé depuis 2016 par le soutien de notre coalition, pour les partenaires du projet en Malaisie (Third World Network, Malaysian AIDS Council, Positive Malaysian Treatment Access Action Group) : l'émission d'une licence obligatoire pour le sofosbuvir, utilisé pour le traitement de l'hépatite C, permet désormais la production de médicaments génériques dans le pays. Une grande avancée dans la riposte contre l'épidémie : en effet, le prix des médicaments anti-VHC en Malaisie a ainsi pu être divisé par 40, ce qui a permis au gouvernement d'ouvrir un accès gratuit, sans critère de sévérité de la maladie, au traitement de l'hépatite C. Cette annonce a eu un effet boule de neige dans la région et a contraint Gilead, le laboratoire pharmaceutique détenteur du monopole de brevet sur le Sofosbuvir, à autoriser la production de génériques en Thaïlande via une licence volontaire. De l'autre côté du globe, en Colombie, les partenaires de Coalition PLUS ont également franchi un cap dans leur combat pour la baisse du prix des traitements, l'Etat ayant entamé, en décembre 2017, la première étape de la procédure administrative aboutissant à une licence obligatoire.



Unitaid est une organisation internationale qui investit pour trouver de nouveaux moyens de prévenir, diagnostiquer et traiter le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme de manière plus rapide, plus économique et plus efficace. Nous travaillons également pour améliorer l'accès au diagnostic et au traitement des coïnfections liées au VIH incluant

l'hépatite C et le virus du papillome humain. L'organisation met les innovations en santé et le potentiel qu'elles représentent à la portée de ceux qui en ont le plus besoin et permet l'introduction à grande échelle de nouveaux produits de santé en collaborant avec les gouvernements et les partenaires financiers.

L'organisation a été créée en 2006 par le Brésil, le Chili, la France, la Norvège et le Royaume-Uni dans le but d'aborder le sujet de la santé dans le monde de façon innovante. Unitaid est un partenariat hébergé par l'Organisation mondiale de la Santé.

Pour en savoir plus : [www.unitaid.eu](http://www.unitaid.eu)

## CRÉATION DE LA DIRECTION

### RECHERCHE COMMUNAUTAIRE

Depuis leurs débuts, les associations membres de Coalition PLUS ont toujours eu le souci d'asseoir leurs programmes sur un diagnostic précis. Confrontées à un défi sanitaire sans précédent, elles ont sans cesse cherché à innover, afin de mettre en place des interventions adaptées aux besoins des communautés. L'approche communautaire en recherche répond à cette exigence : ainsi, chercheurs-ses et acteurs-rices communautaires collaborent à chaque étape, du choix du sujet à la publication d'articles dans des revues scientifiques. Scientifique, cette approche est aussi éthique et politique : en recherche, la démarche communautaire permet en effet de visibiliser les enjeux des personnes directement concernées par le VIH et le VHC et de contribuer à la transformation sociale.

En 2017, afin de renforcer sa légitimité dans le domaine scientifique, Coalition PLUS a mis en place une Direction Recherche communautaire, dans la continuité du programme éponyme qui existe depuis 2008. Sous la supervision de Daniela Rojas

Castro, Docteure en psychologie sociale et méthodologie, mais aussi actrice de la lutte contre le VIH et les discriminations et ancienne Responsable de la recherche communautaire à AIDES, cette nouvelle Direction a pour priorité de :

- Coordonner et renforcer la qualité du travail de recherche réalisé par nos membres,
- Appuyer la valorisation scientifique,
- Promouvoir la transversalité, la capitalisation et la mutualisation des travaux de recherche au sein de l'union.

A terme, la Direction Recherche communautaire a vocation à devenir un véritable laboratoire de recherche, basé sur un partenariat équitable entre les chercheurs-ses et les communautés, pour des programmes fondés sur des données probantes et au plus près des besoins des personnes auxquelles ils sont destinés.

**Retrouvez l'ensemble de nos publications en libre téléchargement sur notre site :**  
[www.coalitionplus.org/actualite/nos-publications/](http://www.coalitionplus.org/actualite/nos-publications/)

## VALORISATION DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

### « FLASH ! PREP IN EUROPE »

Afin d'éclairer l'élaboration des politiques publiques en matière de santé sexuelle, Coalition PLUS et AIDES ont conduit de juin à juillet 2016, dans le cadre de la Plateforme Europe (voir p.6), l'enquête en ligne Flash ! PrEP in Europe. Cette enquête, réalisée en partenariat avec l'Université d'Amsterdam, vise plus particulièrement à recueillir des informations sur la connaissance, l'intérêt et l'usage de la PrEP parmi les populations-clés de l'épidémie de VIH dans 12 pays européens.

Tout au long de l'année 2017, les données collectées ont été analysées pour pouvoir être valorisées auprès de la communauté scientifique lors des conférences et congrès internationaux. Ainsi, les premiers résultats inédits de l'enquête ont été dévoilés dans une communication orale à l'IAS Paris en juillet dernier. A ce jour, seuls 4 pays en Europe (Belgique, France, Ecosse, Norvège) ont autorisé cet outil de prévention innovant, ce qui explique que seuls 8% des répondants-es déclarant des pratiques à risque y ont déjà eu recours. En outre, seuls 55 % des répondants-es ayant des pratiques qui les exposent au VIH

connaissent l'existence de la PrEP ; ce qui montre le manque d'information disponible à ce sujet. A l'occasion de l'IAS 2017, Coalition PLUS et son membre français AIDES ont donc appelé les pouvoirs publics à lever partout les obstacles d'accès à la PrEP pour les populations les plus exposées. D'autres résultats, portant cette fois sur l'intérêt de la PrEP pour les femmes, ont également été présentés au cours de la conférence AIDS Impact, qui s'est déroulée en novembre 2017 en Afrique du Sud : les femmes courant un risque important d'infection à VIH montrent un plus grand intérêt pour la PrEP, mais les mêmes barrières structurelles – manque d'information et accès limité ou inexistant – freinent le recours à cette nouvelle stratégie de prévention dans cette population.

La Direction Recherche communautaire de Coalition PLUS poursuivra les analyses des résultats de « Flash ! PrEP in Europe » en 2018, en vue de publier des articles scientifiques et de continuer à soumettre des communications pendant les conférences internationales.

## LANCEMENT DU PROJET

### COHMSM PREP

L'accès à la prophylaxie pré-exposition (PrEP) au VIH pour les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH) est une priorité stratégique de santé publique soutenue par l'ensemble des acteurs de la lutte contre le sida. Toutefois, en Afrique, la diffusion de ce nouveau moyen de prévention se heurte à de nombreux obstacles, parmi lesquels l'absence de données sur la PrEP chez les HSH dans ce contexte et le manque de programmes de prévention ciblés.



**Bintou Dembélé,**  
Directrice exécutive  
d'ARCAD-SIDA (Mali)  
et administratrice  
de Coalition PLUS

« La PrEP est très attendue en Afrique de l'Ouest, notamment chez les HSH. Nous espérons que ce projet CohMSM PrEP permettra à terme de concrétiser ces attentes pour réaliser pleinement l'accès universel à ce moyen de prévention innovant et complémentaire des autres méthodes existantes ».



**Thomas,**  
pair-éducateur  
auprès d'Espace Confiance  
(Côte d'Ivoire)

« Le rôle de Coalition PLUS dans le projet CohMSM PrEP est très important, puisqu'il consiste à former les accompagnateurs communautaires, dont je fais partie. Le pair-éducateur est vraiment au cœur du projet : il accueille et suit les participants tout au long de leur parcours au centre de santé, mais aussi au-delà, grâce aux nouveaux moyens de communication. Sans lui, l'étude n'aurait pas la même valeur ».



**Jérémy,**  
accompagnateur PrEP  
au LM (lieu de mobilisation)  
de AIDES à Nantes (France)

« Dans le cadre du lancement de l'étude CohMSM PrEP en Côte d'Ivoire, j'ai pu partager quelques bonnes pratiques en matière d'accompagnement à la PrEP avec mes collègues ivoiriens : c'était une super expérience humaine, qui m'a permis de rencontrer des personnes passionnées, avec une envie et une énergie folles. A Abidjan, les objectifs 90-90-90 sont encore loin, mais Coalition PLUS et ses partenaires, comme Espace Confiance, agissent concrètement pour y parvenir ».

Pour remédier à ces lacunes, Coalition PLUS met en œuvre, aux côtés de ses membres et partenaires, le projet de recherche CohMSM-PrEP, coordonné par l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et financé par l'ANRS, ainsi que l'Initiative 5%. Dans ce cadre et avec l'appui de AIDES, 4 missions de formation des pairs-éducateurs ont été organisées de novembre 2017 à janvier 2018 au sein des 4 cliniques associatives participantes : Espoir Vie Togo à Lomé (Togo), AAS à Ouagadougou (Burkina Faso), Espace Confiance à Abidjan (Côte d'Ivoire) et ARCAD-SIDA à Bamako (Mali). L'objectif est d'évaluer l'acceptabilité et la faisabilité de l'accès à la PrEP pour les HSH dans le contexte ouest-africain. Ainsi, sur toute la durée du projet (3 ans), jusqu'à 500 HSH pourront bénéficier de la PrEP, dans le cadre d'une offre de prévention combinée incluant également, entre autres, le dépistage, un accompagnement personnalisé par des pair-éducateurs et la mise à disposition de préservatifs et de lubrifiants. A terme, le projet devrait favoriser l'accès des HSH d'Afrique de l'Ouest à ce nouvel outil de prévention, mais aussi et plus généralement, améliorer leur accès à des services de prévention et de prise en charge adaptés à leurs besoins.

## IAS 2017

Réunissant 6 000 participants-es du monde entier, la conférence de l'International AIDS Society (IAS) en juillet 2017 a été l'occasion pour les activistes de Coalition PLUS, ses membres et leurs alliés de mettre en lumière les défis actuels de la lutte mondiale contre le VIH/sida et de rappeler aux décideurs les engagements pris pour mettre fin à l'épidémie.

Ainsi, à la veille de l'ouverture de la conférence, les organisations communautaires du monde entier se sont réunies pour marquer l'adoption de la Déclaration communautaire de Paris, élaborée avec le concours d'AIDES et signée par Coalition PLUS et ses membres. Dans la continuité de la conférence de Denver (1983) et de son mot d'ordre « Rien pour nous, sans nous ! », cette déclaration marque un tournant dans l'engagement militant, tout en constituant véritablement une mise à jour : en effet, elle demande l'inclusion des populations-clés dans toutes les étapes du processus de décision en santé publique concernant le VIH/sida et tient compte des récentes avancées en matière de prévention et traitement du virus (traitement comme prévention - TasP, prophylaxie pré-exposition - PrEP). Les associations ont appelé tous les acteurs de la lutte contre le VIH/sida à s'engager pour la mise en œuvre de ces nouveaux « principes de Paris » : rendez-vous en 2018 à Amsterdam pour un premier bilan !



La réponse à l'épidémie se situe à un tournant stratégique de son histoire et les enjeux sont cruciaux. Les outils pour éviter de nouvelles infections à VIH existent, mais la volonté politique manque. Face à ce constat alarmant, Coalition PLUS, AIDES et leurs alliés, se sont donc mobilisés pour appeler la France, pays hôte de l'IAS 2017, à tenir son rôle de locomotive de la lutte mondiale contre le sida et les grandes pandémies.

## LA RECHERCHE COMMUNAUTAIRE

### À L'HONNEUR

Malgré l'accent mis sur la recherche fondamentale, l'IAS 2017 a aussi été l'occasion pour les associations de présenter les résultats de leurs travaux, avec 3 présentations orales et 4 posters acceptés pour Coalition PLUS, ses membres et partenaires. Ainsi, AIDES a mis en évidence les violations des droits fondamentaux des migrants-es et a présenté un poster sur l'acceptabilité du dépistage en porte-à-porte chez les migrants-es d'Afrique subsaharienne en région parisienne.

Mené par Coalition PLUS, l'INSERM, l'IRD et 4 associations communautaires d'Afrique de l'Ouest, le projet CohMSM a fait l'objet de 2 posters et d'une présentation orale portant sur la faisabilité et l'acceptabilité du Test & Treat chez les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) en Afrique de l'Ouest.

Dr. Elias Dah, médecin coordinateur du projet CohMSM au Burkina Faso : « *Dans cette région, il y a une forte demande des HSH pour être traités immédiatement après le dépistage. Cela va dans le bon sens, celui des recommandations de l'OMS* ».

En outre, GAT, membre portugais de Coalition PLUS, a pu présenter un poster sur le dépistage rapide du VIH chez les HSH au CheckPointLX, un centre de santé communautaire ouvert en 2011 à Lisbonne et géré par l'association.

Enfin, Coalition PLUS a dévoilé les derniers résultats inédits de l'enquête « Flash ! PrEP in Europe » sur les besoins et usages en matière de PrEP dans 12 pays européens (voir p.12).

## ACCÈS AU TRAITEMENT

## DE L'HÉPATITE C



Les hépatites virales, dont l'hépatite C, sont l'une des principales causes de mortalité chez les personnes vivant avec le VIH : Coalition PLUS se devait d'apporter sa contribution pour éliminer cette épidémie meurtrière. Ainsi, depuis 2015, avec le soutien d'Unitaid, notre coalition a construit, petit à petit, un véritable mouvement de la société civile pour l'accès universel au traitement contre le virus de l'hépatite C (VHC) (voir p.11).

A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre les hépatites en juillet dernier, Coalition PLUS a réuni ses partenaires en son siège français de Pantin. Venus des quatre coins du monde – du Brésil à la Malaisie, en passant par la Colombie, le Maroc, l'Inde, l'Indonésie et la Thaïlande – pour partager expériences et connaissances, les partenaires ont ainsi pu bénéficier d'activités de renforcement des capacités et livrer leurs témoignages.



**Luz Marina Umbasia,**  
juriste en propriété  
intellectuelle,  
Fondation Ifarma  
(Colombie)

*« Le droit à la santé est un droit humain, mais il y a une vraie injustice dans ce domaine et c'est ce contre quoi je lutte. Cela fait deux ans déjà que nous travaillons avec Ifarma sur une licence obligatoire pour le traitement de l'hépatite C, sans succès pour l'instant, même si nous avons obtenu quelques avancées. Il faut aujourd'hui que les gouvernements se positionnent contre les laboratoires pharmaceutiques, qui pratiquent des prix beaucoup trop élevés ».*



**Edward Low,**  
activiste, MTAAG+  
(Malaisie)

*« J'étais un patient avant d'être un activiste. Beaucoup de mes amis sont morts du sida : c'est ce qui m'a poussé à prendre les choses en main, pour sauver des vies. Depuis 2005 avec MTAAG+, j'agis pour donner aux personnes vivant avec le VIH et aux leaders communautaires les moyens de reprendre le pouvoir sur leurs vies. Aujourd'hui, je souhaite une grande campagne de prévention, de dépistage, de traitement et de soutien aux personnes vivant avec le VIH et le VHC, et un traitement accessible pour tous ».*

La mobilisation s'est poursuivie en novembre 2017, lors du Sommet mondial sur les hépatites de Sao Paulo (Brésil). A cette occasion, Coalition PLUS et ses partenaires ont porté la campagne « HepC Kills. Stop wasting time »<sup>1</sup>, avec une manifestation devant le siège brésilien du laboratoire Gilead, détenteur du monopole de brevet sur le Sofosbuvir (traitement anti-VHC). En outre, aux côtés de Médecins du Monde, Coalition PLUS a également rejoint une coalition de dix-huit organisations de la société civile pour promouvoir la Réduction des Risques (RdR) et demander la dépénalisation de l'usage de drogues. En effet, l'élimination des hépatites virales d'ici à 2030 ne sera réalisable que si les personnes usagères de drogues obtiennent un accès effectif aux services de prévention et aux traitements.



1 « L'hépatite C tue. Ne perdons plus de temps ».

ICASA 2017



La 19<sup>e</sup> Conférence sur le sida et les IST en Afrique (ICASA), organisée en décembre dernier en Côte d'Ivoire, a été l'occasion pour les activistes de Coalition PLUS, ses membres et partenaires de tirer à nouveau la sonnette d'alarme pour l'Afrique de l'Ouest et centrale. En effet, la région continue de payer un lourd tribut au VIH (voir p.10).

Ainsi, au cours de la cérémonie d'ouverture, les représentants-es de la société civile ont envahi la tribune pour dénoncer le manque de moyens accordés à la lutte contre le sida dans la région. Parmi les slogans : « Fund the fund » (Abondez le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme) ou encore « Bailleurs, où êtes-vous ? ». Il manque aujourd'hui 7 milliards de dollars par an pour atteindre les objectifs de la fin de l'épidémie.

Deux administratrices de Coalition PLUS, Bintou Dembéle, Directrice exécutive d'ARCAD-SIDA (Mali) et Jeanne Gapiya, Présidente de l'ANSS (Burundi), ont par ailleurs été sollicitées par Radio France internationale (RFI) pour une émission sur la prévention de la transmission mère-enfant. Ce mode de transmission, à l'origine de 10% des nouvelles infections, reste un enjeu majeur dans la région,

où 8 enfants séropositifs sur 10 n'ont toujours pas accès au traitement. Face à ce défi, les associations membres de Coalition PLUS, comme l'ANSS (Burundi) et ARCAD-SIDA Mali, se battent au quotidien pour sensibiliser parents, pouvoirs publics, professionnels de santé et leaders religieux et communautaires. Mais en l'absence de financements dédiés et d'une volonté politique forte, le virus continuera de faire des ravages.

En clôture de la conférence, les activistes ont exprimé leur déception par rapport à la place et au traitement réservés aux communautés et aux personnes vivant avec le VIH (PvVIH). De nombreux dysfonctionnements ont en effet terni le déroulement de l'événement, censé permettre aux communautés concernées et affectées en premier lieu par l'épidémie de se réunir pour échanger et s'exprimer librement. Ainsi, des militants-es ont par exemple été exclus de la conférence suite à une manifestation pacifique. Les activistes ont également saisi cette opportunité pour appeler les gouvernements, bailleurs et autres acteurs de la riposte au VIH à maintenir les personnes vivant avec le VIH au centre de la riposte. Enfin, les communautés et les militants-es ont demandé aux décideurs de passer des paroles aux actes, rappelant que la crise du VIH était loin de toucher à sa fin. Tous-tes ont fait savoir qu'ils-elles joueraient leur rôle d'observateurs-rices et n'hésiteraient pas à demander des comptes.

## GESTION FINANCIÈRE

## UN GUIDE POUR RENFORCER

## LES ASSOCIATIONS COMMUNAUTAIRES

En consortium avec Sidaction (France) et PILS (Ile Maurice), Coalition PLUS met en œuvre le projet « Pilotage des subventions du Fonds Mondial », financé par Expertise France via l'Initiative 5% (voir encadré p.9). Dans la droite ligne de l'approche communautaire prônée par Coalition PLUS, qui vise à replacer les personnes infectées, affectées ou particulièrement vulnérables au VIH et au VHC au cœur des politiques de santé publique qui les concernent, ce projet a pour objectif de positionner des associations communautaires de 7 pays africains comme référentes dans la gestion des subventions du Fonds Mondial. Il vise plus précisément à renforcer les structures en matière de gestion financière et organisationnelle, et à capitaliser sur la démarche dans le but d'être force de proposition auprès du Fonds mondial.

• **Pays d'intervention :** Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, République de Maurice, Mali, Maroc, Sénégal

• **Adhérents et partenaires de Coalition PLUS participant au projet :** REVS PLUS, ANSS, Espace Confiance, PILS, ARCAD-SIDA, ALCS et ANCS

En 2017, les échanges entre membres et l'appui technique se sont poursuivis au travers de 12 missions réalisées sur des sujets tels que :

- le pilotage financier de l'activité,
- le suivi & évaluation des programmes du Fonds Mondial,
- l'utilisation des logiciels de gestion,
- la certification des comptes.

Par ailleurs, l'ensemble des acteurs du projet ont produit un guide intitulé « Devenir Récipiendaire Principal du Fonds Mondial », fruit de la capitalisation des échanges au cours du projet. Plus qu'un simple guide technique, ce document constitue un véritable plaidoyer pour inviter la société civile et les organisations communautaires à prendre le leadership dans leur pays sur la gestion des subventions du Fonds Mondial. Diffusé à l'occasion de l'ICASA 2017, le guide sera également distribué lors des conférences à venir, comme par exemple l'AFRAVIH 2018. Il sera également valorisé à travers une vidéo. Le guide est accompagné de fiches techniques visant à renforcer les organisations par domaines, tels que la diversification des financements ou la mise en place d'un système de sauvegarde des données.

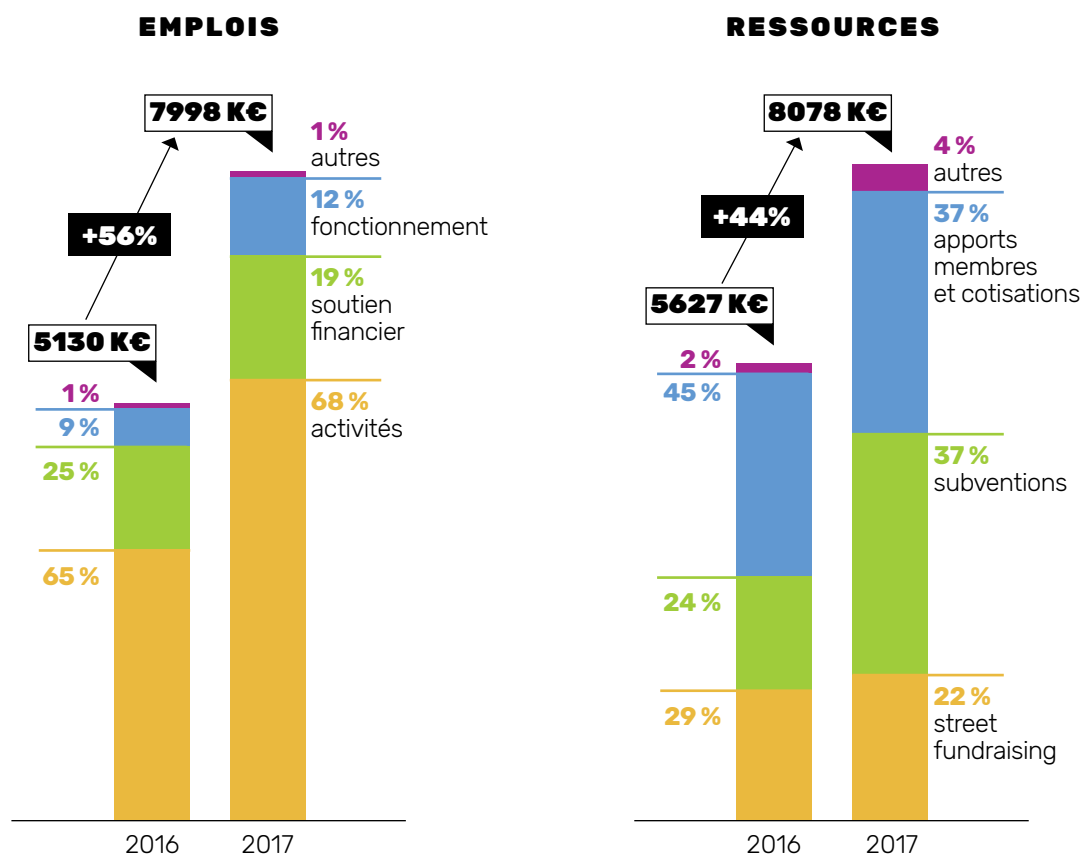
Le projet aura été également l'occasion d'organiser au Burundi une meilleure synergie entre les associations récipiendaires du Fonds Mondial. Au travers d'ateliers organisés par l'ANSS, les organisations sous-récipiendaires du Fonds Mondial ont ainsi pu partager leurs expériences et leurs difficultés et faire remonter leurs propositions visant à améliorer l'exécution des subventions dans un contexte de dysfonctionnements réguliers en matière de décaissement ou d'approvisionnement des médicaments.



**Le guide de bonnes pratiques « Devenir Récipiendaire Principal du Fonds mondial » est disponible en téléchargement sur [www.coalitionplus.org](http://www.coalitionplus.org)**

RÉSUMÉ

Les comptes annuels 2017 du Secrétariat de Coalition PLUS ont été audités et certifiés par DEIXIS, commissaire aux Comptes. Ils laissent apparaître un résultat excédentaire de 81K€ (soit 1% du budget réalisé) et une progression de 56% du budget exécuté.



Les hausses de produits par rapport à 2016 concernent notamment l'augmentation de l'apport de AIDES (+500K€), des dons issus de la collecte de rue (+176K€) et des subventions (+1576K€), en particulier d'Unitaid. La structure des ressources indique la poursuite de leur diversification avec l'augmentation de la part des subventions (37% du total du budget contre 25% en 2016) et une diminution de la part de l'apport des membres par rapport à l'exercice précédent (37% contre 45%). Bien qu'en augmentation, les dons issus de la collecte diminuent en proportion et représentent désormais 1/5e des ressources.

L'augmentation des charges est liée principalement au déploiement des activités à hauteur de +64%, en particulier la montée en charge du projet Hépatites financé par Unitaid ; à l'augmentation du soutien au réseau (+15%) et à des charges indirectes de fonctionnement qui doublent pour accompagner la hausse générale du volume des activités, dont près de la moitié est financée par des bailleurs. Coalition PLUS a engagé 68% de ses emplois dans les activités courantes (plaidoyer, recherche, vie associative, appui en gestion, communication, collecte), 19% ont financé le soutien au réseau (hors Plateformes) et le fonctionnement est en légère hausse dans le total des emplois autour de 12%.

En matière de santé financière, ce résultat excédentaire contribue à consolider les fonds associatifs de Coalition PLUS, c'est-à-dire les ressources qui lui appartiennent en propre. Ceux-ci se situent désormais à 318K€ contre 235K€ l'année précédente. A contrario, les prêts octroyés au Groupe sida Genève, ainsi qu'à Coalition PLUS Suisse et à Coalition PLUS Belgique pour déployer les programmes d'investissement dans la collecte pèsent sur la santé financière de la structure française qui dépend des avances de trésorerie consenties par AIDES et certains fournisseurs comme ONG Conseil, notre partenaire en collecte de rue. La trésorerie nette est néanmoins excédentaire de 507K€ au 31/12/2017.



## CHARGES ET PRODUITS

L'exercice 2017 se solde par un résultat excédentaire de 81K€. Les ressources (8,1M€) ont progressé de 44%, moins vite que les emplois (8,0M€, +56%). Le résultat excédentaire représente 1% du budget réalisé. Le niveau de consommation total est moins important que prévu par rapport au budget révisé 2017, en raison principalement d'un niveau de décaissement sur les projets financés par les bailleurs moins important que budgété (principalement sur le projet Hépatites financé par Unitaid, "Accès à des services de santé de qualité pour les populations-clés" financé par l'Initiative 5% / Expertise France et "Plaidoyer décentralisé" co-financé par l'AFD) et du décalage dans le temps de la structuration de la Direction Recherche communautaire. Conformément à la résolution du CA du moins d'octobre 2017, l'excédent de ressources sur les produits a été principalement affecté à l'augmentation du volume d'heures de collecte de rue par rapport au budget prévisionnel.

RÉPARTITION DES CHARGES PAR NATURE (K€)	2016	2017	Variation
Autres charges de gestion (apports aux adhérents et subventions)	1 518,93	2 966,99	+ 95%
Services extérieurs (sous-traitance, loyer, charges locatives, etc.)	1376,48	1 805,80	+ 31%
Autres services extérieurs (frais de missions, honoraires, frais bancaires, télécom)	1 044,67	1 306,42	+ 25%
Charges du personnel	1 058,53	1 570,64	+ 48%
Impôts, taxes, vers. assimilés	64,88	129,79	+ 100%
Charges financières (intérêts de l'emprunt bancaire)	24,34	68,18	+ 180%
Charges exceptionnelles (charges sur exercices antérieurs)	6,7	18,93	+ 182%
Dotations aux amortissement & provisions	12	92,22	+ 668%
Achats	23,47	38,64	+ 65%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 130</b>	<b>7 998</b>	<b>+ 56%</b>

RÉPARTITION DES PRODUITS PAR NATURE (K€)	2016	2017	Variation
Autres produits gestion courante (apports des membres, dons)	4 139,98	4 820,65	+ 16%
Subventions d'exploitation	1 389,51	2 963,28	+ 113%
Reprise sur amortissement et provisions	13,06	0,00	- 100%
Transferts de charges	65,45	292,62	+ 347%
Produits exceptionnels	7,51	1,53	- 80%
Produits financiers	11,96	0,08	- 99%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 617</b>	<b>8 078</b>	<b>+ 44%</b>

## COMMENTAIRES SUR LE BILAN 2017

Les fonds associatifs sont les ressources qui appartiennent à Coalition PLUS. Ce résultat excédentaire de 81K€ contribue à consolider les fonds associatifs qui se situent désormais à 318K€, gage de pérennité pour Coalition PLUS et d'assurance pour nos partenaires financiers (bailleurs, banque).

Le Fonds de roulement est également un indicateur de santé financière. Nous pouvons noter une nette dégradation de cet indicateur à -2270K€ (contre -1090K€ en 2016) liée à la hausse du volume des prêts à plus d'un an octroyés à Coalition PLUS Suisse et Coalition PLUS Belgique dans le cadre des opérations de collecte menées dans ces deux pays.

**BILAN ACTIF**

RUBRIQUES	Brut	Amortis- sements Provisions	Net 31.12.17	Net 31.12.16
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concession, brevets et droits similaires	7 971	7 971	0	0
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	59 170	39 451	19 719	7 334
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
Participations				
Autres titres immobilisés	8 799		8 799	8 799
Prêts	2 982 266		2 982 266	2 081 694
Autres immobilisations financières				
<b>ACTIF IMMOBILISE I</b>	<b>3 058 205</b>	<b>47 422</b>	<b>3 010 784</b>	<b>2 097 826</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Stocks de matières premières				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours de production de services				
Stocks de produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
<b>CREANCES D'EXPLOITATION (3)</b>				
Avances, acomptes versés sur commandes	4 301		4 301	4 301
Créances usagers et comptes rattachés	122 682		56 558	56 558
Autres créances	2 826 489		2 826 489	3 970 969
<b>DISPONIBILITES ET DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	507 394		507 394	751 055
Charges constatées d'avance (3)	18 072		18 072	18 352
<b>ACTIF CIRCULANT II</b>	<b>3 478 937</b>	<b>0</b>	<b>3 478 937</b>	<b>4 801 236</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices III				
Primes remboursement des emprunts IV				
Ecart de conversion actif V	191 546		191 546	
<b>TOTAL GENERAL I à V</b>	<b>6 728 689</b>	<b>47 422</b>	<b>6 681 267</b>	<b>6 899 062</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an				2 954 705
(3) Dont à plus d'un an				

**BILAN PASSIF**

RUBRIQUES	31.12.17	31.12.16
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds propres</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
<i>dont legs et dons, avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</i>		
Ecarts de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	229 063	(268 513)
<b>Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (4)</b>	80 542	497 576
<b>Autres fonds associatifs</b>		
Report à nouveau des résultats sous contrôle des tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	8 578	5 492
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (commodat)		
<b>TOTAL I</b>	<b>318 183</b>	<b>234 555</b>
<b>COMPTES DE LIAISON II</b>		
Provisions pour risques et charges	693	
<b>TOTAL III</b>	<b>693</b>	<b>0</b>
<b>FONDS DEDIES</b>		
Sur subventions de fonctionnement	92 196	7 196
Sur autres ressources		
<b>TOTAL IV</b>	<b>92 196</b>	<b>7 196</b>
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires		614
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	394 086	523 199
Emprunts et dettes financières divers (3)	1 390 744	918 215
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	715 342	397 452
Dettes fiscales et sociales	221 042	129 061
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	23 809	18 976
Produits constatés d'avance (1)	3 301 387	4 575 911
<b>TOTAL V</b>	<b>6 046 409</b>	<b>6 563 428</b>
Ecarts de conversion passif VI	223 787	93 883
<b>TOTAL GENERAL I à VI</b>	<b>6 681 267</b>	<b>6 899 062</b>
(1) Dont à plus d'un an : 394 086    À moins d'un an : 5 639 785		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs	3 098	11 562

**COMPTE DE RÉSULTAT 1/2**

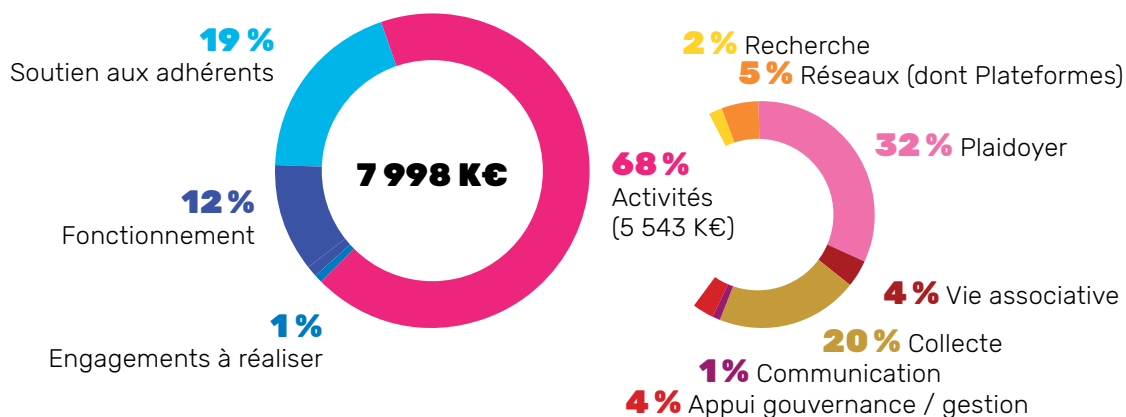
RUBRIQUES	31.12.17	31.12.16
Ventes de marchandises		
Prestations de services		
Produits des activités annexes		
<b>MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	2 963 282	1 389 514
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	292 618	65 446
Cotisations	12 000	12 100
Autres produits	4 808 646	4 127 875
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>I 8 076 547</b>	<b>5 594 935</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks (marchandises)		265
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)		
Autres achats et charges externes	3 150 864	2 444 496
Impôts, taxes et versements assimilés	129 792	64 881
Salaires et traitements	1 093 370	743 670
Charges sociales	477 274	314 860
Autres charges de personnel		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	6 524	4 806
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges	2 966 986	1 518 934
<b>TOTAL DES CHARGE D'EXPLOITATION</b>	<b>II 7 824 810</b>	<b>5 091 647</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>I-II 251 736</b>	<b>503 289</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT 2/2

RUBRIQUES		31.12.17	31.12.16
<b>1- RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	I-II	251 736	503 289
Bénéfice attribué ou perte transférée	IV		
Perte supportée ou bénéfice transféré	IV		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
De participation			
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés		80	178
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change			11 783
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS</b>	V	80	11 961
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Dotations financières aux amortissements et provisions		693	
Intérêts et charges assimilées		17 011	21 674
Différences négatives de change		51 174	2 664
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES</b>	VI	68 878	24 338
<b>2 - RESULTAT FINANCIER</b>	V-VI	(68 797)	(12 377)
<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	I-II + V-VI	490 912	490 912
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
Sur opérations de gestion		1 530	7 506
Sur opérations en capital			
Reprises sur provisions et transferts de charges			3 000
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	VII	1 530	10 506
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
Sur opérations de gestion		18 927	3 704
Sur opérations en capital			3 000
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	VIII	18 927	6 704
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	VII-VIII	(17 397)	3 802
Impôts sur les bénéfices (VII)			
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (VIII)			10 058
Engagements à réaliser sur ressources affectées (IX)		85 000	7 196
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	I+III+V+VII	5 617 403	5 627 460
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	II+IV+VI+VIII	7 997 615	5 129 884
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>		80 542	497 576

## EMPLOIS

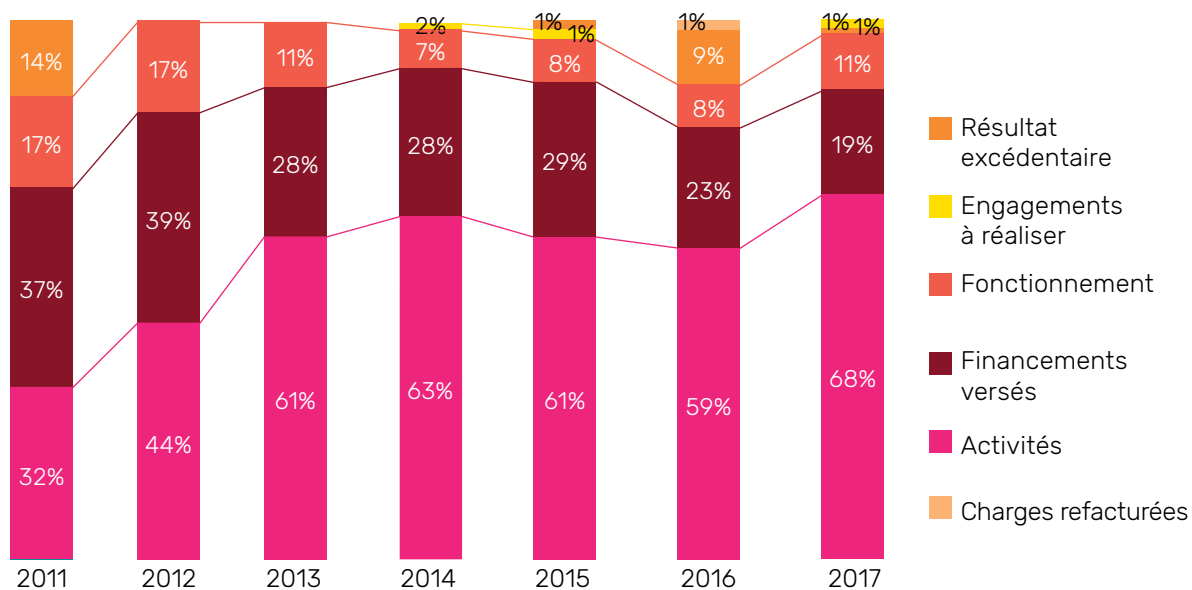
(exprimés en pourcentages arrondis au nombre entier le plus proche)



Le volume général des emplois de Coalition PLUS augmente de 56% entre 2016 et 2017. Une hausse importante des charges d'activités de 64% est notamment à souligner, liée en partie au déploiement des activités du programme Hépatites de Coalition PLUS financé par Unitaid et au lancement du projet « Accès à des services de santé de qualité pour les populations-clés » financé par Expertise France. Enfin, la hausse des activités s'explique par une augmentation de 35% de l'investissement dans les activités de collecte de fonds sur le territoire français. On observe également une augmentation de 15% du soutien financier au réseau (apports aux membres réguliers et observateurs, AGCS ou autres soutiens).

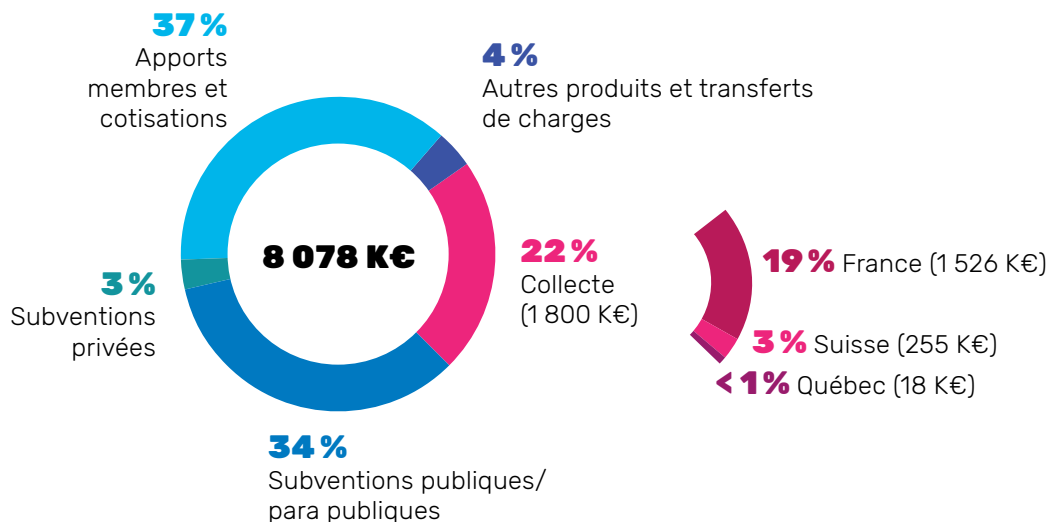
Le graphique ci-dessous présente l'évolution de la structure des emplois entre 2016 et 2017. Nous pouvons noter une évolution de la part des activités et du fonctionnement sur le total des emplois, qui s'explique par la progression des projets et des fonctions supports, financés par les bailleurs.

### ÉVOLUTION DES EMPLOIS 2011-2017



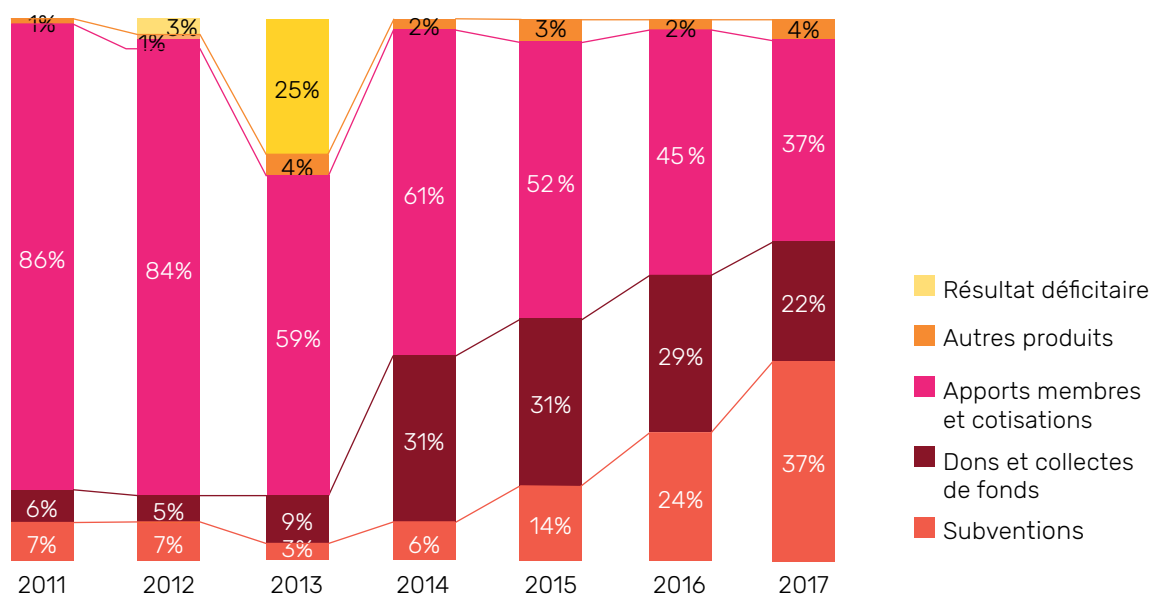
## RESSOURCES

(exprimées en pourcentages arrondis au nombre entier le plus proche)



Nous assistons à une augmentation de 44% des ressources de Coalition PLUS par rapport à 2016. Les dons représentent aujourd'hui 1/5e des ressources de l'organisation : bien qu'ils aient augmenté en valeur, leur part est en baisse du fait de la forte hausse des subventions et de l'apport de AIDES en 2017. En effet, le montant des subventions accordées à Coalition PLUS a été multiplié par 2 entre 2016 et 2017 et présente la plus forte augmentation des postes de ressources, principalement en raison des activités importantes sur le projet Hépatites financés par Unitaid. La hausse de la part des subventions vient ainsi soutenir la diversification des ressources de Coalition PLUS. Enfin, la part de l'apport des membres diminue, passant de 45% à 37% malgré l'augmentation de la contribution de AIDES.

## ÉVOLUTION DES RESSOURCES 2011-2017





# AGISSONS ENSEMBLE : VOS DONN FONT NOS ACTIONS !

Devant l'ampleur de la tâche et les énormes besoins des populations les plus vulnérables à l'épidémie de VIH/sida et de VHC, Coalition PLUS multiplie ses sources de financement et les pérennise. C'est pourquoi nous avons besoin de votre générosité et de votre engagement. Vos dons permettent concrètement à Coalition PLUS de développer ses programmes et d'apporter un appui aussi précieux qu'indispensable à ses adhérents dans leurs actions de recherche communautaire, de plaidoyer, de prévention et de prise en charge des malades sur le terrain. N'hésitez pas à contacter nos services donateurs pour toute question ou demande.



## **Coalition Internationale Sida, PLUS**

IBAN : FR76 4255 9100 0008 0141 1908 159

BIC : CCOFPRPPXXX

### **Service donateurs :**

Tour Essor – 14 rue Scandicci  
93508 Pantin Cedex  
Tél : + 33 (0) 1 77 93 97 25  
Email : dons@coalitionplus.org



## **Coalition PLUS Belgique**

IBAN : BE95 3631 4543 3958

BIC : BBRU-BE-BB

### **Service donateurs :**

Rue des Pierres, 29/010  
1000 Bruxelles  
Tél : + 32 (0) 2 502 89 48  
Email : servicedonateurs@coalitionplus.org



## **Coalition PLUS Suisse**

IBAN : CH48 0078 8000 0504 7817 8

BIC : BCGECHGGXXX

### **Service donateurs :**

Rue du Grand-Pré 9  
1202 Genève  
Tél : + 41 (0) 22 342 40 53  
Email : donateurs@coalitionplus.org



## **Groupe sida Genève**

IBAN : CH78 0078 8000 A077 6077 6

BIC : BCGECHGGXXX

### **Service donateurs :**

Rue du Grand-Pré 9  
1202 Genève  
Tél : 41 (0) 22 794 14 04  
Email : donateurs@groupe sida.ch



## **Association de lutte contre le sida (ALCS)**

RIB : 007 780 000 35620000000058 24

BIC : BCMAMAMCXXX

### **Service donateurs :**

Rue Salim Cherkaoui  
Quartier des hôpitaux  
20360 Casablanca  
Tél : +212 (0) 5 22 20 20 76  
Email : alcs.dons@gmail.com



## **Fondation québécoise du sida**

IBAN : 815-30197-0085959-5

BIC/SWIFT : CCDQCAMM

### **Service donateurs :**

1, rue Sherbrooke Est  
Montréal, Québec  
H2X 3V8  
Tél : +1 514-842-4004  
Email : info@fqsida.org





## COALITION PLUS EST LABELLISÉE « DON EN CONFIANCE »

Le Comité de la Charte du Don en confiance est une association loi 1901 de droit privé, agissant en toute indépendance des pouvoirs publics. Elle a été créée en 1989 par de grandes associations et fondations sociales et humanitaires soucieuses de préserver et développer une relation de confiance avec leurs donateurs. Sa vocation est de promouvoir, à travers le label « Don en confiance » qu'elle accorde à ses membres, une plus grande rigueur pour permettre le don en confiance. Dans cette optique, elle a élaboré une Charte de déontologie à destination des associations et fondations faisant appel public à la générosité. Elle réunit aujourd'hui plus de 80 organisations, qui y adhèrent volontairement et s'engagent non seulement à respecter cette charte, mais également à se soumettre à son contrôle continu.

À l'issue de la période d'instruction de sa candidature, Coalition PLUS a obtenu le label « Don en confiance ». Cette labellisation signifie que Coalition PLUS satisfait aux quatre grands principes : transparence, respect du donateur, rigueur de la gestion, gestion désintéressée. Ce label est délivré pour trois ans renouvelables, au cours desquels un contrôle continu de respect de ces exigences est assuré par le Comité de la Charte du Don en confiance. Nous tenons à ce label et en sommes très fiers. La raison en est simple : chaque donateur a le droit de savoir comment est dépensé son argent et d'être assuré que Coalition PLUS fonctionne en toute transparence.

Pour en savoir plus sur le Comité de la Charte du Don en confiance :

[www.donenconfiance.org](http://www.donenconfiance.org)



14, rue Scandicci, Tour Essor  
93500 Pantin Cedex, France  
Tél : + 33 1 77 93 97 25  
[coalitionplus@coalitionplus.org](mailto:coalitionplus@coalitionplus.org)  
[www.coalitionplus.org](http://www.coalitionplus.org)



Pantin (France)  
[aides@aides.org](mailto:aides@aides.org)  
[www.aides.org](http://www.aides.org)



Membre de la Coalition Internationale SIDA

Casablanca (Maroc)  
[alcs@menara.ma](mailto:alcs@menara.ma)  
[www.alcs.ma](http://www.alcs.ma)



Membre de la Coalition Internationale SIDA

Bujumbura (Burundi)  
[anss\\_turiho@yahoo.fr](mailto:anss_turiho@yahoo.fr)  
[www.anssburundi.bi](http://www.anssburundi.bi)



Membre de la Coalition Internationale SIDA

Bucarest (Roumanie)  
[aras@arasnet.ro](mailto:aras@arasnet.ro)  
[www.arasnet.ro](http://www.arasnet.ro)



Membre de la Coalition Internationale SIDA

Bamako (Mali)  
[arcadsida@arcadsida.org](mailto:arcadsida@arcadsida.org)  
[www.arcadsida.org](http://www.arcadsida.org)



Montréal (Canada)  
[info@cocqsida.com](mailto:info@cocqsida.com)  
[www.cocqsida.com](http://www.cocqsida.com)



Dakar (Sénégal)  
[anacs@anacs.sn](mailto:anacs@anacs.sn)  
[www.anacs.sn](http://www.anacs.sn)



Membre de la Coalition Internationale SIDA

Lisbonne (Portugal)  
[geral@gatportugal.org](mailto:geral@gatportugal.org)  
[www.gatportugal.org](http://www.gatportugal.org)



Membre de la Coalition Internationale SIDA

Genève (Suisse)  
[info@groupesida.ch](mailto:info@groupesida.ch)  
[www.groupesida.ch](http://www.groupesida.ch)



Membre de la Coalition Internationale SIDA

Cochabamba (Bolivia)  
[direccion@idhbolivia.org](mailto:direccion@idhbolivia.org)  
[www.idhbolivia.org](http://www.idhbolivia.org)



Membre de la Coalition Internationale SIDA

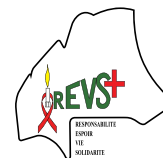
Quito (Equateur)  
[Kimirina@kimirina.org](mailto:Kimirina@kimirina.org)  
[www.kimirina.org](http://www.kimirina.org)



Prévention Information Lutte contre le SIDA

Membre de la Coalition Internationale SIDA

Port Louis (République de Maurice)  
[info@pils.mu](mailto:info@pils.mu)  
[www.pils.mu](http://www.pils.mu)



Membre de la Coalition Internationale SIDA

Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)  
[revs@fasonet.bf](mailto:revs@fasonet.bf)  
[www.revs.bf](http://www.revs.bf)



Kinshasa (RDC)  
[contact@acsamocongo.org](mailto:contact@acsamocongo.org)  
[www.acs-amocongo.njno.info](http://www.acs-amocongo.njno.info)





## Bureaux de Coalition PLUS

### France

Tour Essor – 14 rue Scandicci  
93508 Pantin Cedex  
Tél : + 33 (0) 1 77 93 97 25  
Fax : + 33 (0) 1 77 93 97 09

Email : [coalitionplus@coalitionplus.org](mailto:coalitionplus@coalitionplus.org)

[www.coalitionplus.org](http://www.coalitionplus.org)

  [coalitionplus](https://www.facebook.com/coalitionplus)

### Belgique

Rue des Pierres, 29/010  
1000 Bruxelles  
Tél : + 32 (0) 2 502 89 48

### Suisse

Rue du Grand-Pré 9  
1202 Genève  
Tél : + 41 (0) 22 342 40 53

### Afrique

Contact : Aliou SYLLA  
Directeur des Réseaux  
Immeuble jaune  
3<sup>ème</sup> étage Point E  
Rue Fatick X Rue Thies  
Tél : +221 784 577 851  
Dakar – Sénégal